

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE

B — N° 7

17 février 1997

Sommaire

Arrêté grand-ducal du 20 janvier 1995 autorisant Monsieur Antoine, Michel, Adrien BOURKEL à changer ses prénoms actuels en ceux de «Michel, Antoine, Adrien»	page 114
Arrêté grand-ducal du 28 octobre 1996 autorisant Monsieur Vafa MOLA ARZANI à changer son nom patronymique actuel en celui de «ARZANI»	114
Arrêté grand-ducal du 28 octobre 1996 autorisant Monsieur Badialah MOLA ARZANI et Madame Shahanaz SABERI, à changer les nom et prénom actuels de Monsieur Badialah MOLA ARZANI en ceux de «Badi ARZANI» ainsi que le nom patronymique actuel de leur fils mineur Payam MOLA ARZANI en celui de «ARZANI»	114
Arrêté grand-ducal du 28 octobre 1996 autorisant Monsieur Lino FERNANDES GALVÃO GOMES et Madame Guida HENRIQUES à changer le nom patronymique actuel de Monsieur Lino FERNANDES GALVÃO GOMES et celui de leur fils Gil Dinis FERNANDES GALVÃO GOMES en celui de «GALVÃO»	115
Arrêté grand-ducal du 28 octobre 1996 autorisant Monsieur François Louis Pierre KARMEYER à changer ses prénoms actuels en ceux de «Louis François Pierre»	115
Arrêté grand-ducal du 28 octobre 1996 autorisant Monsieur Hubert KITENGE à changer le prénom actuel de son fils mineur Ngoy en ceux de «Joël Ngoy»	116
Arrêté grand-ducal du 28 octobre 1996 autorisant Madame Jacqueline TAVAN et Monsieur José Antonio MIRANDA FERREIRA à changer le nom patronymique actuel de leur enfant mineur Michel TAVAN MIRANDA FERREIRA en celui de «MIRANDA»	116
Arrêté grand-ducal du 28 octobre 1996 autorisant Monsieur Fernando VARANDAS NAVALHA et Madame Sharon DELMARQUE à changer le nom patronymique actuel de leur fille mineure Linda VARANDAS NAVALHA en celui de «NAVALHA»	117
Arrêté grand-ducal du 23 décembre 1996 autorisant Madame Jeanne Sarada YOGESHWAR à changer ses prénoms actuels en ceux de «Tau Jeanne Sarada»	117
Administration de l'Enregistrement et des Domaines – Nominations	117
Commissariats de district – Nomination	118
Commission permanente pour le secteur hospitalier – Nominations	118
Communiqué du Ministère du Travail et de l'Emploi concernant le niveau du salaire social minimum à partir du 1 ^{er} février 1997	118
Corps diplomatique – Nominations	118
Magistrature – Nominations	119
Relations extérieures – Remise de lettres de créance	119
Santé – Art de guérir	120
Service national d'action sociale – Nomination	120
Titres au porteur – Oppositions – Rectificatif	120

Arrêté grand-ducal du 20 janvier 1995 autorisant Monsieur Antoine, Michel, Adrien BOURKEL à changer ses prénoms actuels en ceux de «Michel, Antoine, Adrien».

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la demande présentée par Monsieur Antoine, Michel, Adrien BOURKEL, né le 5 février 1960 à Pétange, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-4743 Pétange – 59, rue Aloyse Kayser – sollicitant l'autorisation de changer ses prénoms actuels en ceux de «Michel, Antoine, Adrien»;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Monsieur Antoine, Michel, Adrien BOURKEL est autorisé à changer ses prénoms actuels en ceux de «Michel, Antoine, Adrien».

Art. 2. Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

Art. 3. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre à l'intéressé sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

Le Ministre de la Justice,
Marc Fischbach

Château de Berg, le 20 janvier 1995.
Jean

Arrêté grand-ducal du 28 octobre 1996 autorisant Monsieur Vafa MOLA ARZANI à changer son nom patronymique actuel en celui de «ARZANI».

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la demande du 11 janvier 1996 présentée par Maître Jeannot Biver, avocat à Luxembourg, sollicitant au nom de Monsieur Vafa MOLA ARZANI, né le 29 octobre 1972 à Téhéran, de nationalité luxembourgeoise et demeurant à Bereldange, l'autorisation de changer son nom patronymique actuel en celui de «ARZANI»;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982, relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Monsieur Vafa MOLA ARZANI est autorisé à changer son nom patronymique actuel en celui de «ARZANI».

Art. 2. Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

Art. 3. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre à l'intéressé sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

Le Ministre de la Justice,
Marc Fischbach

Château de Berg, le 28 octobre 1996.
Jean

Arrêté grand-ducal du 28 octobre 1996 autorisant Monsieur Badialah MOLA ARZANI et Madame Shahanaz SABERI, à changer les nom et prénom actuels de Monsieur Badialah MOLA ARZANI en ceux de «Badi ARZANI» ainsi que le nom patronymique actuel de leur fils mineur Payam MOLA ARZANI en celui de «ARZANI».

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la demande présentée par Maître Jeannot Biver, avocat à Luxembourg sollicitant au nom de Monsieur Badialah MOLA ARZANI et Madame Shahanaz SABERI, demeurant à Bereldange l'autorisation de changer les prénom et nom patronymique actuels de Monsieur Badialah MOLA ARZANI, né le 13 juin 1944 à Téhéran, de nationalité luxembourgeoise, en celui de «Badi ARZANI», ainsi que le nom patronymique actuel de leur fils mineur Payam MOLA ARZANI, né le 29 juin 1979 à Ettelbruck, de nationalité luxembourgeoise, en celui de «ARZANI»;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Monsieur Badialah MOLA ARZANI et Madame Shahanaz SABERI sont autorisés à changer les prénom et nom patronymique actuels de Monsieur Badialah MOLA ARZANI en ceux de «Badi ARZANI», ainsi que le nom patronymique actuel de leur fils mineur Payam MOLA ARZANI en celui de «ARZANI».

Art. 2. Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

Art. 3. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre aux intéressés sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

Le Ministre de la Justice,
Marc Fischbach

Château de Berg, le 28 octobre 1996.
Jean

Arrêté grand-ducal du 28 octobre 1996 autorisant Monsieur Lino FERNANDES GALVÃO GOMES et Madame Guida HENRIQUES à changer le nom patronymique actuel de Monsieur Lino FERNANDES GALVÃO GOMES et celui de leur fils Gil Dinis FERNANDES GALVÃO GOMES en celui de «GALVÃO».

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la demande du 20 avril 1995 présentée par les époux Lino FERNANDES GALVÃO GOMES et Guida HENRIQUES, domiciliés à L-7307 Steinsel – 43, rue Basse, sollicitant l'autorisation de changer le nom patronymique actuel de Monsieur Lino FERNANDES GALVÃO GOMES, né le 10 juillet 1961 à Soure (P), de nationalité luxembourgeoise et celui de leur fils mineur Gil Dinis FERNANDES GALVÃO GOMES, né le 24 février 1995 à Luxembourg, de nationalité luxembourgeoise, en celui de «GALVÃO».

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Monsieur Lino FERNANDES GALVÃO GOMES et Madame Guida HENRIQUES sont autorisés à changer le nom patronymique actuel de Monsieur Lino FERNANDES GALVÃO GOMES et celui de leur fils Gil Dinis FERNANDES GALVÃO GOMES en celui de «GALVÃO».

Art. 2. Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

Art. 3. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre aux intéressés sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

Le Ministre de la Justice,
Marc Fischbach

Château de Berg, le 28 octobre 1996.
Jean

Arrêté grand-ducal du 28 octobre 1996 autorisant Monsieur François Louis Pierre KARMEYER à changer ses prénoms actuels en ceux de «Louis François Pierre».

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la demande du 25 mars 1996, présentée par Monsieur François, Louis, Pierre KARMEYER, né le 7 juillet 1939 à Luxembourg, de nationalité luxembourgeoise et demeurant à L-5680 Dalheim – 6, Waldbriedemeserstrooss, – sollicitant l'autorisation de changer ses prénoms actuels en ceux de «Louis, François, Pierre»;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Monsieur François, Louis, Pierre KARMEYER est autorisé à changer ses prénoms actuels en ceux de «Louis, François, Pierre».

Art. 2. Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

Art. 3. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre à l'intéressé sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

Le Ministre de la Justice,
Marc Fischbach

Château de Berg, le 28 octobre 1996.
Jean

Arrêté grand-ducal du 28 octobre 1996 autorisant Monsieur Hubert KITENGE à changer le prénom actuel de son fils mineur Ngoy en ceux de «Joël Ngoy».

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la demande du 7 février 1996 présentée par Monsieur Hubert KITENGE, demeurant à L-3873 Schiffange – 9, rue du Pont, sollicitant l'autorisation de changer le prénom actuel de son fils mineur Ngoy, né le 12 novembre 1987 à Kinshasa, de nationalité luxembourgeoise, en ceux de «Joël Ngoy».

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Monsieur Hubert KITENGE est autorisé à changer le prénom actuel de son fils mineur Ngoy en ceux de «Joël Ngoy».

Art. 2. Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

Art. 3. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre à l'intéressé sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

Le Ministre de la Justice,
Marc Fischbach

Château de Berg, le 28 octobre 1996.
Jean

Arrêté grand-ducal du 28 octobre 1996 autorisant Madame Jacqueline TAVAN et Monsieur José Antonio MIRANDA FERREIRA à changer le nom patronymique actuel de leur enfant mineur Michel TAVAN MIRANDA FERREIRA en celui de «MIRANDA».

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la demande présentée par Madame Jacqueline TAVAN et Monsieur José Antonio MIRANDA FERREIRA, demeurant à L-3543 Dudelange – 30, rue Pasteur – sollicitant l'autorisation de changer le nom patronymique actuel de leur enfant mineur Michel TAVAN MIRANDA FERREIRA, né le 15 juin 1982 à Luxembourg, de nationalité luxembourgeoise, en celui de «MIRANDA».

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Madame Jacqueline TAVAN et Monsieur José Antonio MIRANDA FERREIRA sont autorisés à changer le nom patronymique actuel de leur enfant mineur Michel TAVAN MIRANDA FERREIRA en celui de «MIRANDA».

Art. 2. Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

Art. 3. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre aux intéressés sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

Le Ministre de la Justice,
Marc Fischbach

Château de Berg, le 28 octobre 1996.
Jean

Arrêté grand-ducal du 28 octobre 1996 autorisant Monsieur Fernando VARANDAS NAVALHA et Madame Sharon DELMARQUE à changer le nom patronymique actuel de leur fille mineure Linda VARANDAS NAVALHA en celui de «NAVALHA».

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la demande du 23 mai 1996 présentée par Monsieur Fernando VARANDAS NAVALHA et Madame Sharon DELMARQUE, demeurant à L-4343 Esch-sur-Alzette – 5, rue du Viaduc – sollicitant l'autorisation de changer le nom patronymique actuel de leur fille mineure Linda VARANDAS NAVALHA, née le 27 août 1974, de nationalité luxembourgeoise, en celui de «NAVALHA».

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Monsieur Fernando VARANDAS NAVALHA et Madame Sharon DELMARQUE sont autorisés à changer le nom patronymique actuel de leur fille mineure Linda VARANDAS NAVALHA en celui de «NAVALHA».

Art. 2. Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après le révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

Art. 3. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre aux intéressés sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

Le Ministre de la Justice,
Marc Fischbach

Château de Berg, le 28 octobre 1996.
Jean

Arrêté grand-ducal du 23 décembre 1996 autorisant Madame Jeanne Sarada YOGESHWAR à changer ses prénoms actuels en ceux de «Tau Jeanne Sarada».

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la demande présentée par Madame Jeanne Sarada YOGESHWAR, née le 23 octobre 1963 à Luxembourg, de nationalité luxembourgeoise et demeurant à L-2346 Luxembourg – 18, rue de la poste, – sollicitant l'autorisation de changer ses prénoms actuels en ceux de «Tau, Jeanne, Sarada»;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Madame Jeanne Sarada YOGESHWAR est autorisée à changer ses prénoms actuels en ceux de «Tau, Jeanne, Sarada».

Art. 2. Le présent arrêté remplace Notre arrêté du 28 octobre 1996.

Art. 3. Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

Art. 4. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre à l'intéressée sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

Le Ministre de la Justice,
Marc Fischbach

Château de Berg, le 23 décembre 1996.
Jean

Administration de l'Enregistrement et des Domaines. – Nominations. – Par arrêté grand-ducal du 29 janvier 1997, Monsieur François *Bisdorff*, attaché de Gouvernement à l'administration de l'enregistrement et des domaines, a été nommé attaché de Gouvernement 1^{er} en rang à la même administration à partir du 1^{er} mars 1997.

Par arrêté grand-ducal du 29 janvier 1997, Monsieur Romain *Wolff*, contrôleur à l'administration de l'enregistrement et des domaines, a été nommé inspecteur affecté au service de contrôle extérieur à Luxembourg de la même administration à partir du 1^{er} mars 1997.

Commissariats de district. – Nomination. – Par arrêté grand-ducal du 29 janvier 1997 M. Jacques *Schwachtgen*, chef de bureau adjoint auprès du commissariat de district à Luxembourg, a été nommé aux fonctions de chef de bureau auprès du même commissariat.

Commission permanente pour le secteur hospitalier. – Nominations. – Par arrêté grand-ducal du 20 janvier 1997, ont été nommés représentants de l'association des médecins et médecins-dentistes du Grand-Duché de Luxembourg: Monsieur le Docteur Joé *Wirtz*, membre effectif, et son suppléant Monsieur le Docteur André *Thibeau*.

Communiqué du Ministère du Travail et de l'Emploi concernant le niveau du salaire social minimum à partir du 1^{er} février 1997.

En application des dispositions de l'article 3 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum, les montants du salaire social minimum sont adaptés à la cote d'application 548,67 à partir du 1^{er} février 1997

Le niveau du salaire social minimum correspondant à la cote d'application 548,67 de l'échelle mobile des salaires est fixé comme suit à partir de cette date:

(8.434.- francs à l'indice 100)

Age	Taux mensuel	Taux horaire
partir de		
18 ans accomplis	46.275.- francs	267,48.- francs
17 ans accomplis	37.020.- francs	213,99.- francs
16 ans accomplis	32.392.- francs	187,24.- francs
15 ans accomplis	27.765.- francs	160,49.- francs

Salaire social minimum pour travailleurs qualifiés

Le niveau du salaire social minimum pour travailleurs qualifiés au sens des dispositions de l'article 4 modifié de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum est fixé 55.530.- francs par mois à partir du 1^{er} février 1997.

Peut prétendre au salaire social minimum pour travailleurs qualifiés:

1. le salarié qui exerce une profession comportant une qualification professionnelle usuellement acquise par un enseignement ou une formation sanctionnée par un certificat officiel. Sont à considérer comme certificats officiels, les certificats reconnus par l'Etat luxembourgeois et qui sont au moins du niveau du certificat d'aptitude technique et professionnelle (CATP) de l'enseignement secondaire technique. L'équivalence des certificats qui sont au moins du niveau du certificat d'aptitude technique et professionnelle est reconnue par le Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle sur avis du Ministre du Travail et de l'Emploi.

Toute condition de pratique professionnelle antérieure est supprimée depuis le 1^{er} avril 1986 pour l'attribution du salaire social minimum pour travailleurs qualifiés;

2. le détenteur du certificat de capacité manuelle (CCM) justifiant d'une pratique d'au moins deux années dans le métier dans lequel le certificat a été délivré;
3. le détenteur du certificat d'initiation technique et professionnelle (CITP) justifiant d'une pratique d'au moins cinq années dans le métier ou la profession dans lesquels le certificat a été délivré.
4. à défaut de certificat, le travailleur justifiant d'une pratique professionnelle minimale de dix années;
5. lorsque l'apprentissage d'une profession n'est pas acquis par la voie d'une formation sanctionnée par la délivrance d'un certificat officiel, la loi subordonne l'acquisition du bénéfice de la qualité de travailleur qualifié à une formation d'ordre pratique acquise par l'exercice durant une période minimale de six années de métier exigeant une certaine capacité technique.

Luxembourg, le 4 février 1997.

Le Ministre du Travail et de l'Emploi,
Jean-Claude Juncker

Corps diplomatique. – Nominations. – Par arrêté grand-ducal du 29 janvier 1997, Monsieur Paul *Steinmetz* a été nommé Conseiller de Légation en service ordinaire.

Par arrêté grand-ducal du 29 janvier 1997, Messieurs Conrad *Bruch* et Jean-Claude *Meyer*, ont été nommés Secrétaire de Légation premier en rang.

Magistrature. – Nominations. – Par arrêté grand-ducal du 20 novembre 1996,

- Mme Martine *Solovieff*, premier substitut au Parquet de Luxembourg, a été nommée substitut principal au Parquet de Luxembourg
- M. Jérôme *Wallendorf*, premier juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a été nommé juge d'instruction directeur au même tribunal
- Mme Mireille *Hartmann*, premier juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a été nommée juge de paix à Luxembourg
- Mme Christiane *Junck*, premier juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a été nommée juge de paix à Luxembourg
- Mme Valérie *Hoffmann*, premier substitut au Parquet de Luxembourg, a été nommée juge de paix à Luxembourg
- M. Thierry *Hoscheit*, premier juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a été nommé juge de paix à Luxembourg
- M. Alain *Thorn*, premier juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a été nommé juge de paix à Luxembourg
- Mme Jeanne *Guillaume*, premier juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a été nommée juge de paix à Esch-sur-Alzette
- M. Carlo *Wersandt*, substitut au Parquet de Luxembourg, a été nommé juge de paix à Esch-sur-Alzette
- M. John *Petry*, substitut au Parquet de Luxembourg, a été nommé premier substitut au Parquet de Luxembourg
- Mme Marie-Paule *Bisdorff*, substitut du Procureur d'Etat à Diekirch, a été nommée juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg
- Mme Michèle *Thiry*, attaché de justice, a été nommée juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg
- Le rang de juge a été conféré à Mme Mylène *Regenwetter*, attaché de justice
- Mme Michèle *Raus*, attaché de justice, a été nommée juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg
- Mme Michèle *Krier*, attaché de justice, a été nommée juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg
- Mme Sylvie *Conter*, attaché de justice, a été nommée juge au tribunal d'arrondissement de Diekirch
- Mme Mylène *Regenwetter*, attaché de justice, a été nommée substitut au Parquet de Luxembourg
- Mme Pascale *Dumong*, attaché de justice, a été nommée substitut auprès du Parquet Général à Luxembourg

Les nominations prémentionnées prennent effet au 1er décembre 1996.

Par arrêté grand-ducal du 27 novembre 1996,

- Mme Doris *Woltz*, juge de la jeunesse au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a été nommée premier juge au même tribunal et juge d'instruction pour une durée de trois ans
- M. Ernest *Nilles*, premier substitut du Procureur d'Etat à Diekirch, a été nommé premier juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg
- Mme Elisabeth *Weyrich*, juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a été nommée premier juge au même tribunal
- Mme Marie-Paule *Mersch*, juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a été nommée premier juge au même tribunal
- Mme Christiane *Schroeder*, juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a été nommée premier juge au même tribunal
- Mme Christiane *Bisenius*, juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a été nommée premier juge au même tribunal
- Mme Carine *Faber-Flammang*, substitut du Procureur d'Etat à Luxembourg, a été nommée premier substitut du Procureur d'Etat à Luxembourg
- Mme Anne *Everling*, substitut du Procureur d'Etat à Luxembourg, a été nommée premier substitut du Procureur d'Etat à Luxembourg
- Mme Anick *Wolff*, attaché de justice, a été nommée substitut du Procureur d'Etat à Luxembourg
- Mme Françoise *Rosen*, attaché de justice, a été nommée substitut du Procureur d'Etat à Luxembourg
- Mme Simone *Pelles*, attaché de justice, a été nommée substitut du Procureur d'Etat à Diekirch.

Magistrature. – Nominations. – Par arrêté grand-ducal du 25 novembre 1996, Monsieur Jeannot *Nies*, premier juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a été nommé juge d'instruction auprès du même tribunal pour une nouvelle période de trois ans.

Par arrêté grand-ducal du 13 janvier 1997,

- Monsieur Paul *Konsbruck*, juge de paix directeur à la justice de paix à Diekirch, a été nommé président du tribunal d'arrondissement de Diekirch
- Madame Monique *Betz*, conseiller à la Cour d'appel, a été nommée premier conseiller à la Cour d'appel.

Relations extérieures. – Remise de lettres de créance. – Le mardi 14 janvier 1997 Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Monsieur Giovanni *Castellani Pastoris*, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Italie.

A la même occasion Son Excellence Monsieur Giovanni *Castellani Pastoris* a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

Le mardi 14 janvier 1997 Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Monsieur Naby Moussa *Soumah*, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Guinée.

A la même occasion Son Excellence Monsieur Naby Moussa *Soumah* a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

Le mardi 14 janvier 1997 Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Monsieur Zedekia *Ngavirue*, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Namibie.

A la même occasion Son Excellence Monsieur Zedekia *Ngavirue* a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

Le mardi 14 janvier 1997 Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Monsieur Luis Xavier *Grisanti*, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Venezuela.

A la même occasion Son Excellence Monsieur Luis Xavier *Grisanti* a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

Santé. – Art de guérir. – Par arrêté ministériel du 20 janvier 1997, Mme le Dr Sigita *Musteikyte* ép. *Parulienė*, née le 4 juin 1959, a été autorisée à exercer la profession de médecin-spécialiste en ophtalmologie au Luxembourg.

Santé. – Art de guérir. – Par arrêté ministériel du 27 janvier 1997, Mme le Dr Danièle *de la Hamette*, née le 1^{er} juillet 1963, a été autorisée à exercer la profession de médecin-spécialiste en médecine interne au Luxembourg.

Santé. – Art de guérir. – Par arrêté ministériel du 29 janvier 1997, Mme Claudine *Delaunoy* ép. *Bricoult*, née le 19 juillet 1949, a été autorisée à exercer la profession de médecin-dentiste au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 29 janvier 1997, M. Bernard *Bricoult*, né le 6 avril 1949, a été autorisé à exercer la profession de médecin-dentiste au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 29 janvier 1997, M. Albert *Denis*, né le 8 janvier 1955, a été autorisé à exercer la profession de médecin-dentiste au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 29 janvier 1997, M. Jean-Benoît *Meurisse*, né le 3 octobre 1971, a été autorisé à exercer la profession de médecin-dentiste au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 29 janvier 1997, M. Alain *Gilson*, né le 25 décembre 1950, a été autorisé à exercer la profession de médecin-dentiste au Luxembourg.

Service national d'action sociale. – Nomination. – Par arrêté grand-ducal du 29 janvier 1997, Madame Diane *Eischen*, assistante sociale - stagiaire auprès du service national d'action sociale, a été nommée à la fonction d'assistant social auprès de la même administration avec effet au 1^{er} février 1997.

Titres au porteur. – Oppositions. – Rectificatif. (Publication prescrite par l'article 4 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur).

Le numéro 55 du Mémorial B du 12 décembre 1996 relatif au relevé du 30 juin 1996 des valeurs luxembourgeoises au porteur frappées d'opposition en vertu de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur, sollicite les rectifications suivantes:

Concernant la page 960, il convient de rayer de la liste des oppositions celles frappant parmi les titres DEKALUX 10/96, les certificats de 1 part aux nos.: 17831/41, les certificats de 10 parts aux nos.: 318885/92, celles frappant parmi les titres DEKALUX-BOND, les certificats de 10 parts aux nos.: 121967, 122858/63, 129436/40, 815956/60 et 858383/5 et les certificats de 100 parts aux nos.: 329715, 336445/6.

Concernant la page 961, il convient de rayer de la liste des oppositions celles frappant parmi les titres DEKALUX-KAPITAL 3-5, les certificats de 1 part aux nos.: 123372/6 et les certificats de 10 parts aux nos.: 472223/6.

Concernant la page 960, il convient de rayer de la liste des oppositions à l'endroit des titres DEKALUX-BOND les certificats de 10 parts au no.: 222865¹²⁶⁰).

Concernant la page 1004, il convient d'ajouter à l'endroit des titres DEKALUX-BOND l'opposition frappant les coupons no.: 5 et suivants du certificat au no.: 222865.

Concernant la page 959, il convient à l'endroit des oppositions concernant les titres DEKALUX 7/95 de rayer l'opposition frappant le certificat de 10 parts au no.: 12555375 et d'ajouter au même endroit l'opposition concernant les certificats de 10 parts aux nos.: 125553/5; également de rayer l'opposition concernant les certificats de 10 parts aux nos.: 175568/70 et les oppositions concernant les certificats de 1 part aux nos.: 52548/51.

Concernant la page 1004 à l'endroit des oppositions concernant les coupons d'actions DEKALUX-BOND frappés par une opposition, il convient d'ajouter l'opposition frappant le coupon no.: 7 des certificats de 100 parts aux nos.: 336671/3.

Concernant la page 1004 à l'endroit des oppositions relatives aux coupons des titres DEKALUX-BOND ANTEILE, il convient de rayer les certificats de 100 parts aux nos.: 365497/503 sous le chapeau «feuilles de coupons et coupons de recoupnement».

Concernant la page 1004 à l'endroit des oppositions relatives aux coupons des titres DEKALUX-BOND, il convient d'ajouter l'opposition frappant les coupons no.: 2 des certificats de 10 parts aux nos.: 298857/8, et de rayer l'opposition concernant le coupon no.: 2 du certificat de 10 parts au no.: 298857/7.